

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LA HAGUE**

**71DL2019-006**

**OBJET :     **RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020****

L'an deux mil dix-neuf, le onze décembre à 20h, le conseil municipal de la Commune de la Hague, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à l'Espace Culturel, sous la présidence de madame Yveline DRUEZ.

Nombre de conseillers en exercice : 219

Nombre de conseillers présents : 125

Nombre de participants au vote : 130

Date de convocation de la Commune de la Hague : 4 décembre 2019

Date d'affichage de la convocation : 4 décembre 2019

Date d'affichage de la délibération : 16 décembre 2019

**PRESENTS** : ADAM Privanne, BUISSON Roger, DIGARD Antoine, FLAMBART Corinne, HAMEL Vincent, SZMAJ Christine, CAVELIER Stéphan, DELALANDE Bruno, GASNIER Philippe, GOSSELIN Albert, HUET Chantal, DIGUET Alexandra, GROF Béatrice, LAURENT Sarah, LEGER Bruno, LELONG Sébastien, RAIMBAUD Jean-Paul, ARLIX Jean, BIENVENU Denis, BIGOT Valérie, CEDRA Nicole, DEGOUEY Serge, LARQUET Emmanuelle, LEDUC Pierline, LEFEVRE Noël, LEGUERRIER Mathias, MERCIER Philippe, RENAULT Xavier, TARDIF Pierre, ALBAREZ Raymond, BELHOMME Jérôme, DUCHEMIN Mélanie, HAMELIN Jacques, NOEL Nelly, CRANOIS Louis-Gilles, HAMELIN Jacques, LABASQUE Jean-Francis, LE SAUX Michel, LECARPENTIER Régine, ANDRE Gilbert, CEDRA Camille, JACQUET-ROQUET Sophie, JOURDAIN Patrick, GROULT Arnaud, HUET Sébastien, LERENDU Patrick, LEVESQUE Michel, MAHIER Manuela, MOITIE Serge, BONNISSANT Sophie, DOUAT Georges, DUBOST Hubert, HELYE Christelle, HUREL Eric, KIRCHNER Marie, LE BEL Didier, BECQUET Dominique, GOUIN Patrick, LAVENU Patrick, MAIGNAN Martial, MOULIN Frédéric, PERRIQUET Jeanne-Marie, GOSSELIN Martial, LECOSTEY Eliane, BEUVE Caroline, CHARDOT Jean-Pierre, DELACOUR Gérard, FEREY Michel, SAUNEUF André, GUILLOU Eric, HOCHET Dominique, LEQUERTIER Patrick, MONHUREL Pascal, ROUCAN Robert, VOISIN Eric, AILLET Marylise, CAUVIN Joseph, DIGARD Chantal, LADVENU Marinette, LEFRETEUR Emmanuel, LESCOT Maxime, LUPO Antoine, COTTEBRUNE Olivier, DUBOST Nathalie, DUREL Jean-Marie, LECOEUR Denis, REBOURS Sébastien, RENOUF Jean-Luc, SULPICE Ludivine, THOMAS Caroline, TRAVERT Laurent, BESSE Patricia, DAMOURETTE Etienne, GLINEL Bernard, JUMELIN Pascale, LELEU René, MESNIL Pierre, ALESSANDRINI Marie-Claude, CAUCHEBRAIS Patrick, DRUEZ Yveline, FLEURY Jean-Marie, LAY Laurence, LEFRANCOIS Laurent, LEMOINE Julie, LESEIGNEUR-COURVAL Thérèse, RAMARE Henri, RENET Gilles, SADOT Jackie, THARSILE Marie-Berthe, BONNISSANT Jean-Yves, DALMONT Hubert, DIGUET Fabrice, LEFAIX Denise, MARTIN Hélène, MESNIL Laurent, OLIVIER Fabien, PICAVET Pascal, SARCHET Jean-Baptiste, AGNES Martine, ANDRE Marie-Reine, CHEVEREAU Gérard, JEANNE Philippe, LAGALLE Martial, SANSON Yveline.

**ABSENTS EXCUSES** : BOUQUEREL Bénédicte, DORMOY Catherine, GAUVAIN Stéphane, GOSSELIN Hubert, HENRY Claude, JEAN Martial, LECONTE Marylène, PERROTTE Thomas, BELLIN Rénaud, BIGOT Eric, LEMARECHAL Nicolas, PIERRE Isabelle, DAUVIN Denis, HENRY Céline, JAUSET Jean-Paul, LECONTE Céline, ROBERT Isabelle, SAMSON Patrick, VOLAND Christophe, BUNEL Christian, CHUQUET Maryline, BRISION Anthony, GUILLERME Francis, GUILLERME Pascal, HUYGHE Virginie, TRIPEY Franck, CALVET Jennifer, DUBOST Gyslain, LEBOULENGER Rémi, LEQUILBEC Joël, DIDIER Christiane, HENRY Cédric, BAERT Béatrice, BANCKAERT Eric, GARNIER Carole, GIOT Maryline, LEONARD Thierry, PRUDHOMME Odile, QUONIAM Jean-Rémy, BRISSET Dalila, FAGNENT Nathalie, LECOSTEY Jean, OLIVIER Céline, LECERF Guylianne, LENEPEVEU Bruno, LETELLIER Jean-Louis, REGNAULT Sylvie, BEAUCHE Jean-Christophe, BEAUMONT Denis, BUNEL Katia, CERVANTES Pascale, DIGARD David, HELEINE Fabienne, LECOUCVEY Jean-Paul, MONCHAUX Nathalie, ALEXANDRE Dorothee, DAMOURETTE Bertrand, GOSSELIN Anne-Marie, LETERRIER Dominique, MASSIEU Nicolas, ALEXANDRE Fernand, DUVAL Benoit, SAILLARD Murielle, CHIBAS-LE TULLIER Christine, PINABEL David, ALTHOFFER Mickaël, FAILLOT Magali, QUENTIN Stéphane, CHAVOUTIER Nicolle, GOSSELIN Ludovic, JEANNE Anthony, LAMPIN Brigitte, LECHIEN Pascale, LEPARQUOIS Olivier, RENEALT Serge, SALOU Nadine, DEGUETTE Hervé, GOURDIN René, JACQUET Charles, LESEIGNEUR Maeva, PRUNIER Serge, SAINT AUBERT Julien, VERVIALLE Odile, CAILLE Sylvie, LECERF Mélodie, LETOURNEUR Bruno, THEVELEIN Séverine, DUPEYRAT Alain, EMILE Benoit, NICOLLET Corinne.

**PROCURATIONS** :

Monsieur LESVENTES Serge a donné procuration à monsieur DOUAT Georges.  
Madame GUILLOU Isabelle a donné procuration à monsieur GUILLOU Eric.  
Madame LEBACHELEY Chantal a donné procuration à madame HOCHET Dominique.  
Madame LECHEVALIER Gaëlle a donné procuration à madame LEFAIX Denise.  
Madame LEHUBY Delphine a donné procuration à monsieur DALMONT Hubert.

Monsieur FAUVIN David, receveur, était présent.

Monsieur BELHOMME Jérôme a été élu secrétaire de séance.

Transmission électronique en sous-préfecture,

Signé électroniquement par  
Le maire de la Commune de la Hague  
Yveline DRUEZ

**COMMUNE DE LA HAGUE  
CONSEIL MUNICIPAL DU 11 DECEMBRE 2019**

**71DL2019-006**

**RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020**

Madame le maire, sur la proposition de l'adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques et des partenariats financiers, soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Conformément à l'article 11 – Titre II de la Loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République, l'examen du budget primitif doit être précédé d'une phase préalable, constituée par le débat de l'assemblée délibérante sur les orientations budgétaires. Ce Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) doit intervenir dans un délai de 2 mois précédant le vote du budget. Même s'il ne doit emporter aucune décision à ce stade de la procédure d'adoption du budget, ce débat constitue une phase importante d'une collectivité car, à cette occasion sont débattus la politique d'investissement et la stratégie financière de la collectivité.

La loi NOTRe du 7 août 2015 a, dans son article 107, précisé le contenu du rapport sur les orientations budgétaires qui doit comporter notamment, pour les communes de plus de 10 000 habitants :

- Les orientations budgétaires envisagées sur les évolutions prévisionnelles de dépenses et des recettes en fonctionnement comme un investissement.
- Les engagements pluriannuels envisagés ainsi que les éléments sur la structure et la gestion de la dette.
- Des informations relatives aux dépenses de personnel et à la structure des effectifs.

Par ailleurs, les dispositions de la loi NOTRe imposent aux collectivités locales que soit votée par leur assemblée délibérante une délibération spécifique.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2312-1,

Vu la note de synthèse sur les orientations budgétaires de la commune annexée au présent rapport,

Vu l'avis favorable de la commission des finances, de l'évaluation des politiques et des partenariats financiers en date du 25 novembre 2019 ;

-----

Après en avoir délibéré en séance par 122 voix pour, 1 voix contre et 7 abstentions

Le conseil municipal,

décide,

- De prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire (DOB) pour l'exercice 2020.

- D'autoriser madame le maire à signer tout acte et prendre toute décision nécessaire à l'application de la délibération.

Signé électroniquement par  
Le maire de la Commune de la Hague  
Yveline DRUEZ



**Commune de la Hague**  
**Débat d'orientations budgétaires 2020**

**SOMMAIRE**

|   |   |
|---|---|
| I. Le cadre juridique.....                          | 2 |
| II. Contexte national.....                          | 2 |
| III. Contexte local.....                            | 2 |
| IV. La situation financière de la collectivité..... | 3 |
| 1- La capacité d'autofinancement.....               | 3 |
| 2- La gestion de la dette.....                      | 4 |
| 3- Les ressources fiscales.....                     | 4 |
| 4- Les concours financiers de l'Etat.....           | 6 |
| 5- Le personnel.....                                | 6 |
| 6- Les charges de fonctionnement.....               | 8 |
| 7- Les projets d'investissement.....                | 9 |

## **I- Cadre juridique**

La Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République impose aux collectivités de plus de 3 500 habitants la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) dans un délai de 2 mois précédant le vote du budget.

Le débat d'orientations budgétaires n'a toutefois aucun caractère décisionnel. Il a pour objet de permettre à l'assemblée délibérante de s'exprimer sur les orientations, les priorités et les évolutions de la situation financière de la commune.

La loi NOTRe n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, a apporté des précisions et soumis les collectivités de plus de 10 000 habitants à de nouvelles obligations d'information dans un souci d'accroissement de la transparence financière.

## **II- Contexte national**

Le projet de loi de finances pour 2020 contient plusieurs mesures concernant les finances locales.

Pour ce qui est des ménages, il est rappelé que 80% des foyers ne paieront plus aucune taxe d'habitation sur leur résidence principale dès 2020, tandis que pour les 20% des ménages restants, la suppression se déploiera jusqu'en 2023. La taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants sera quant à elle maintenue.

Pour ce qui est des collectivités, le schéma est bien confirmé afin de neutraliser la suppression de cet impôt. Il y aura un transfert aux communes de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

L'Etat s'engagera par ailleurs à assurer la compensation aux communes de la différence entre la recette de taxe d'habitation supprimée et la ressource de taxe foncière départementale transférée avec activation d'un mécanisme correcteur afin de neutraliser les éventuels écarts de compensation.

## **III- Contexte local**

La période 2017-2019 a été notamment consacrée à la mise en place de l'organisation de la commune nouvelle, au transfert des compétences à la communauté d'Agglomération le Cotentin et à la réalisation des projets d'investissements des communes historiques.

Les budgets de cette période ont fait l'objet de mouvements financiers très conséquents. La commune devrait a priori connaître dès 2020 une période de stabilité des flux.

Néanmoins, certaines tendances se confirment :

- Les recettes fiscales de la commune sont en baisse sensible (près de 32 millions d'euros en 2017 pour un peu plus de 29 millions en 2020 principalement du fait de la diminution des attributions de compensation).
- Les dotations vont poursuivre leur décroissance notamment en raison de la fin du dispositif du maintien de la dotation globale de fonctionnement (dispositif en vigueur uniquement pendant les 3 premières années de la commune nouvelle).

Compte tenu de la diminution des recettes de fonctionnement de 4,7 millions d'euros depuis la création de la commune nouvelle et de l'évolution croissante des charges, la commune a d'ores et déjà engagé des actions visant à maîtriser l'évolution des dépenses de fonctionnement.

Sous l'égide du bureau municipal, instance de pilotage de la démarche, les élus en charge des différentes délégations ont ainsi travaillé avec les directions et services afin de proposer des diminutions des inscriptions budgétaires sur le chapitre des charges à caractère général par rapport au réalisé des années passées.

Parallèlement, des actions ont été entreprises afin de ne pas remplacer systématiquement les départs d'agents (mutation, retraite...) et limiter ainsi l'évolution de la masse salariale.

D'autres leviers ont d'ores et déjà été actionnés comme notamment :

- La diminution sensible de l'enveloppe consacrée aux emplois saisonniers
- Le recrutement par le biais de contrats afin de disposer de marges de manœuvre en cas de mutualisation accrue de certains secteurs (ex des relais de proximité)
- L'accompagnement des agents souffrant notamment d'incompatibilités physiques afin de limiter l'absentéisme au travail

#### IV- La situation financière de la commune

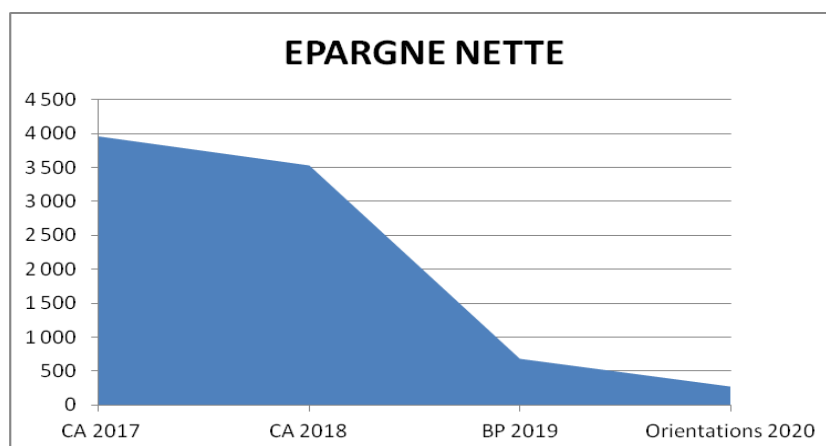
##### 1- La capacité d'autofinancement (CAF)

L'épargne de gestion correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent permet à la collectivité de financer le remboursement de la dette en capital ainsi qu'une partie des dépenses d'investissement

| en K€                                | CA 2017      | CA 2018      | BP 2019      | Orientations 2020 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------|
| Recettes de gestion courantes        | 38 715       | 37 642       | 34 318       | 34 400            |
| Dépenses de gestion courantes        | 34 905       | 33 914       | 34 131       | 33 730            |
| <b>EXCEDENT BRUT COURANT ( EBC )</b> | <b>3 810</b> | <b>3 727</b> | <b>187</b>   | <b>669</b>        |
| Produits exceptionnels               | 12           | 902          | 777          | 0                 |
| Charges exceptionnelles              | 50           | 1 101        | 30           | 20                |
| <b>EPARGNE DE GESTION ( EG )</b>     | <b>3 772</b> | <b>3 528</b> | <b>934</b>   | <b>649</b>        |
| Produits financiers                  | 380          | 380          | 250          | 0                 |
| Charges financières                  | 44           | 39           | 35           | 130               |
| <b>EPARGNE BRUTE ( CAF )</b>         | <b>4 108</b> | <b>3 869</b> | <b>1 149</b> | <b>519</b>        |
| Remboursement en capital             | 149          | 339          | 470          | 250               |
| <b>EPARGNE NETTE</b>                 | <b>3 959</b> | <b>3 530</b> | <b>679</b>   | <b>269</b>        |

Le niveau d'épargne qui se dégage depuis la création de la commune nouvelle est en diminution. Cette évolution s'explique notamment par la diminution des ressources fiscales et des dotations de l'Etat.

La situation devrait se stabiliser dès 2020, les principaux transferts de compétences vers la communauté d'agglomération s'étant réalisés sur la période 2017-2019.



## 2- La gestion de la dette

Le tableau suivant récapitule l'évolution de la dette depuis la création de la commune nouvelle.

|                     | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2 019</b> | <b>2 020</b> |
|---------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|
|                     | au 31/12    | au 31/12    | au 01/01     | au 01/01     |
| Encours de la dette | 1 738 068   | 1 398 891   | 1 398 891    | 5 050 747    |
| Capital             | 149 948     | 339 178     | 462 703      | 241 001      |
| Intérêts            | 44 414      | 39 086      | 33 507       | 125 104      |
| Annuité             | 194 362     | 378 263     | 496 210      | 366 105      |

L'encours de la dette de la commune s'élevait à 1 398 K€ au 1er janvier 2019. Il représente un encours de dette de 115 € par habitant contre 850 € au niveau national.

La commune de la Hague a réalisé en 2019 une opération immobilière de rachat de l'EHPAD (plus exactement de résiliation du bail emphytéotique administratif qui nous liait avec AXENTIA) et par conséquent un transfert de prêt pour un capital restant dû de 4 138 231,88 € à la signature de l'acte.

Cette opération ayant pour vocation de réduire le montant du loyer supporté par le budget de la résidence et ainsi de maintenir un prix de journée soutenable pour les résidents.

Une procédure de réaménagement de ces emprunts est actuellement en cours.

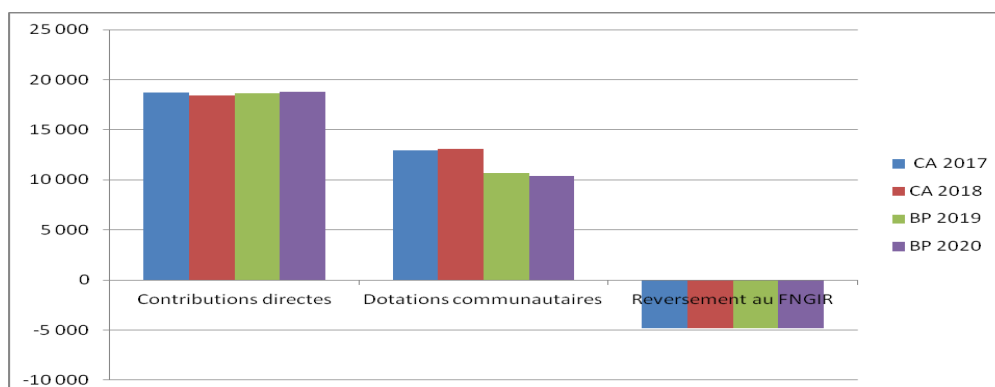
## 3- Les ressources fiscales

| en k€                           | <b>CA 2017</b> | <b>CA 2018</b> | <b>BP 2019</b> | <b>BP 2020</b> | <b>Evol. €<br/>2017/2020</b> | <b>Evol. %<br/>2017/2020</b> |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|------------------------------|
| Contributions directes          | 18 706         | 18 458         | 18 630         | 18 822         | 116                          | 0,62%                        |
| Dotations communautaires        |                |                |                |                |                              |                              |
| AC reçues                       | 12 460         | 12 563         | 10 183         | 9 872          | -2 588                       | -20,77%                      |
| DSC reçues                      | 509            | 523            | 520            | 520            | 11                           | 2,16%                        |
| Reversement au FNGIR            | -4 809         | -4 809         | -4 809         | -4 809         | 0                            | 0,00%                        |
| Contribution au FPIC            | -152           | -164           | -193           | -220           | -68                          | -44,74%                      |
| Autres produits de la fiscalité | 216            | 338            | 326            | 330            | 114                          | 52,78%                       |
|                                 | <b>26 930</b>  | <b>26 909</b>  | <b>24 657</b>  | <b>24 515</b>  | <b>-2 415</b>                | <b>-8,97%</b>                |

Les ressources fiscales sont en diminution de 8,97 % (-2 415 K€) depuis la création de la commune nouvelle. Le transfert des différentes compétences à la communauté d'agglomération depuis 2017 s'accompagne de transfert des ressources. L'attribution de compensation est ainsi corrigée à chaque transfert de charges afin d'assurer la neutralité. Nous pouvons donc constater que les dotations communautaires ont diminué de 20,77 % en 3 ans.



Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources en milliers d'euros.



### Les bases d'imposition

|                        | 2017               | 2018               | Prévisionnelles<br>2019 |
|------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|
| Bases de TH            | 9 206 468          | 9 381 357          | 9 692 000               |
| Bases de FB            | 91 055 951         | 90 468 257         | 91 380 000              |
| Bases de FNB           | 773 239            | 779 443            | 794 500                 |
| <b>Total des bases</b> | <b>101 035 658</b> | <b>100 629 057</b> | <b>101 866 500</b>      |

Les valeurs locatives seraient revalorisées de 0,9% en 2020 suivant l'indice des prix à la consommation. Ceci ne sera toutefois confirmé que lors du vote de la loi de finances 2020. La valeur locative moyenne (VLM) du territoire est inférieure à la moyenne nationale de la strate. En 2018, la VLM était de 2 763 € sur le territoire de La Hague contre 3 589 € au niveau national.

En matière de foncier bâti, les locaux d'habitation représentent 7% des bases imposables et 93 % sur l'activité économique.

### Le produit fiscal

|                             | 2017              | 2018              | Prévisionnelles<br>2019 |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|
| Taxe d'habitation           | 901 762           | 919 357           | 949 816                 |
| Taxe foncière bâti          | 17 555 828        | 17 442 607        | 17 618 064              |
| Taxe foncière non bâti      | 93 099            | 93 847            | 95 659                  |
| <b>Total produit fiscal</b> | <b>18 550 689</b> | <b>18 455 811</b> | <b>18 663 539</b>       |

### Les taux

|                        | 2017   | 2018   | 2 019  |
|------------------------|--------|--------|--------|
| Taxe d'habitation      | 9,80%  | 9,80%  | 9,80%  |
| Taxe foncière bâti     | 19,28% | 19,28% | 19,28% |
| Taxe foncière non bâti | 12,04% | 12,04% | 12,04% |

Malgré la diminution des recettes de fonctionnement, la commune n'a pas souhaité faire évoluer les taux d'imposition depuis 2017. Les taux seront ainsi maintenus pour 2020.

#### 4- Les concours financiers de l'Etat

La commune de la Hague a bénéficié au titre la création de la commune nouvelle d'un dispositif de garantie sur trois années du montant de la dotation globale de fonctionnement. Dès 2020, cette dotation sera évaluée selon les règles de droit commun. Les services de l'Etat estiment une dotation forfaitaire en diminution d'environ 250 K€ (source : services de la DGFIP).

La loi de finances pour 2019 intègre la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) du bloc communal dans le périmètre des variables d'ajustement. La commune a perçu une dotation de 372 318 € pour les deux années 2017 et 2018 contre 351 535 € en 2019. Une diminution progressive de cette dotation est envisageable pour les années à venir.

#### Evolution des recettes de fonctionnement

|                            | CA 2017           | CA 2018           | BP 2019           | Orientations<br>BP 2020 | Evol.<br>2020/2019 |
|----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|--------------------|
| Produits des services      | 2 870 554         | 1 991 756         | 1 402 619         | 1 423 000               | 1,45%              |
| Impôts et taxes            | 31 891 169        | 31 965 881        | 29 708 971        | 29 594 900              | -0,38%             |
| Dotations, subventions     | 2 621 606         | 2 203 221         | 1 882 420         | 1 816 617               | -3,50%             |
| Autres produits de gestion | 1 063 261         | 1 074 559         | 1 017 000         | 1 265 000               | 24,39%             |
| Produits financiers        | 380 192           | 380 192           | 250 000           | 0                       | -100,00%           |
| Autres recettes            | 332 355           | 1 354 898         | 1 084 000         | 300 000                 | -72,32%            |
|                            | <b>39 159 137</b> | <b>38 970 507</b> | <b>35 345 010</b> | <b>34 399 517</b>       | <b>-2,68%</b>      |

Nous pouvons constater une diminution des recettes entre de 2017 et 2020 de 12%.

#### 5- Les charges de personnel

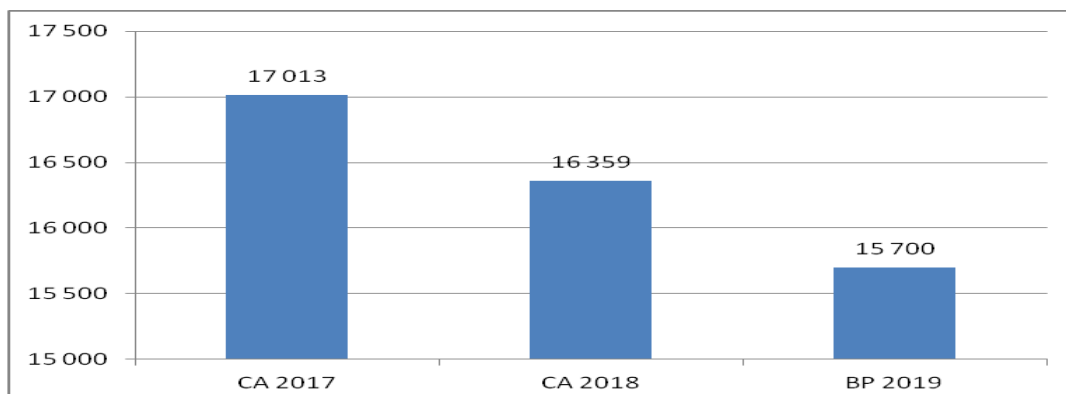
Les dépenses de personnel constituent le premier poste de dépenses du budget de la commune. La maîtrise de leur évolution est par conséquent un enjeu majeur.

Depuis 2017 la commune a dû prendre des mesures pour structurer l'organisation des services et mettre en place un organigramme commun. Des postes d'encadrement intermédiaire ont été créés et certains services ont été renforcés. Il a fallu également harmoniser le régime indemnitaire à l'échelle des 20 collectivités qui existaient précédemment.

Au titre de la même période, les compétences transférées à la communauté d'agglomération emportent le transfert des moyens et notamment le personnel.

Enfin le glissement vieillesse technicité a eu aussi un impact sur l'évolution de la masse salariale.

L'évolution des dépenses de personnel (en K€) de 2017 à 2019 s'établit comme suit :

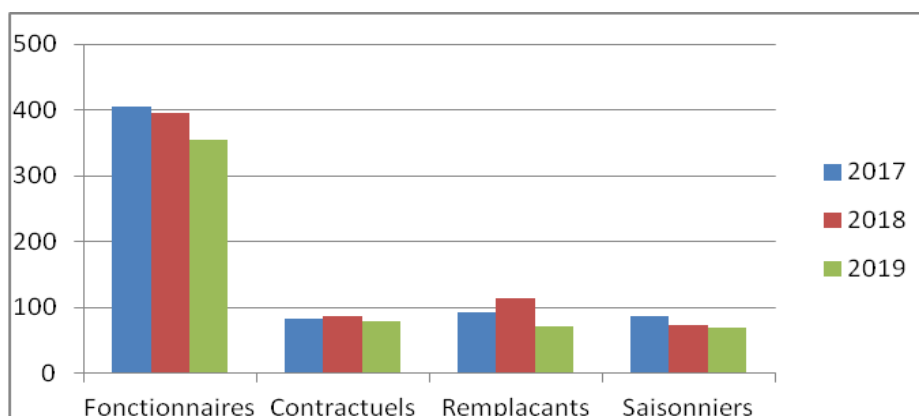


### Traitement indiciaire et régime indemnitaire

| Rémunérations       | CA 2017           | CA 2018           | BP 2019           | Evol 2017/2019 |
|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Titulaires          | 9 844 413         | 9 245 838         | 8 883 000         | -9,77%         |
| Non titulaires      | 1 672 918         | 1 942 016         | 1 865 000         | 11,48%         |
| Emplois d'avenir    | 108 623           | 63 293            | 23 000            | -78,83%        |
| Emplois d'insertion | 23 599            | 2 485             | 0                 | -100,00%       |
| Apprentis           | 36 369            | 40 341            | 16 000            | -56,01%        |
|                     | <b>11 685 922</b> | <b>11 293 973</b> | <b>10 787 000</b> | <b>-7,69%</b>  |

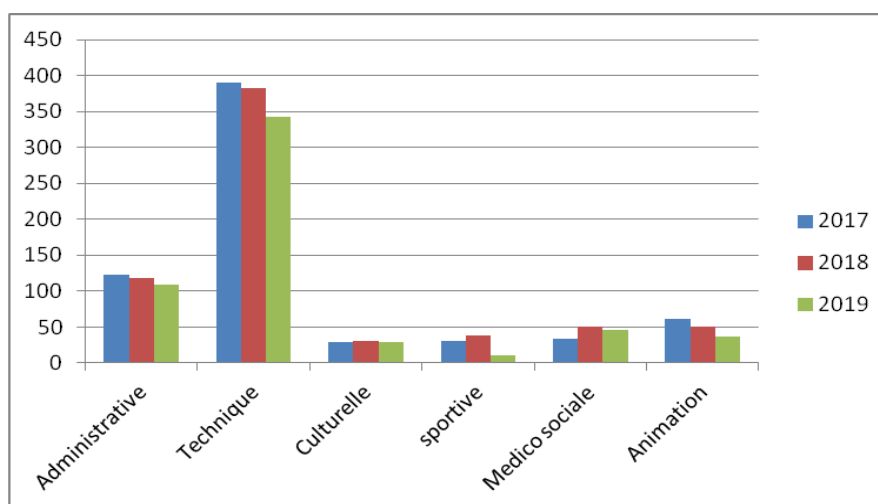
### Structure des effectifs par statut

|                | 2017       | 2018       | 2019       | Evol 2017/2019 |
|----------------|------------|------------|------------|----------------|
| Fonctionnaires | 406        | 395        | 344        | -15,27%        |
| ETP            | 364        | 352        | 311        |                |
| Contractuels   | 82         | 83         | 78         | -4,88%         |
| Remplaçants    | 93         | 114        | 72         | -22,58%        |
| Saisonniers    | 87         | 74         | 69         | -20,69%        |
|                | <b>668</b> | <b>666</b> | <b>563</b> | <b>-15,72%</b> |



## Structure des effectifs par filières

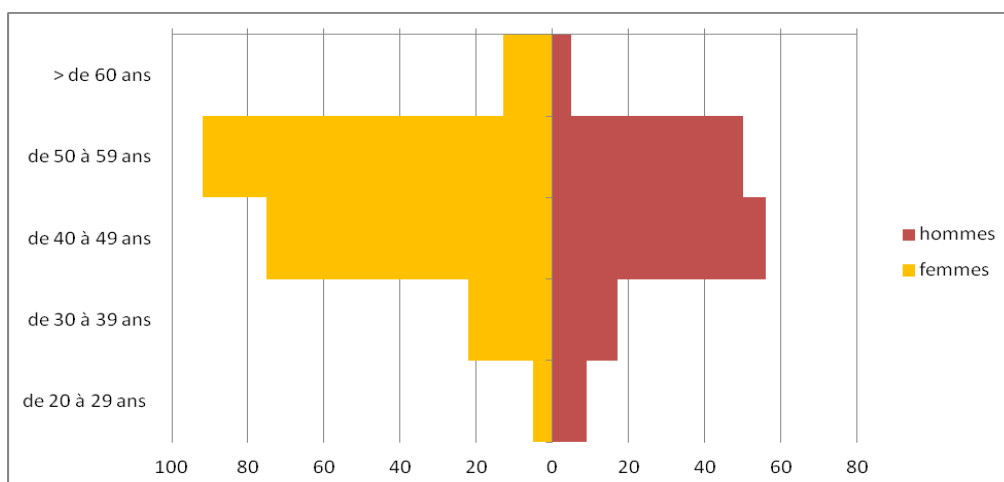
|                | 2017       | 2018       | 2019       | Evol 2017/2019 |
|----------------|------------|------------|------------|----------------|
| Administrative | 123        | 115        | 107        | -13,01%        |
| Technique      | 391        | 382        | 333        | -14,83%        |
| Culturelle     | 29         | 31         | 29         | 0,00%          |
| Sportive       | 31         | 38         | 11         | -64,52%        |
| Médico sociale | 33         | 50         | 46         | 39,39%         |
| Animation      | 61         | 50         | 37         | -39,34%        |
|                | <b>668</b> | <b>666</b> | <b>563</b> | <b>-15,72%</b> |



## Pyramide des âges

Cette répartition montre que 41 % de l'effectif de la collectivité a plus de 50 ans.

|                | Femmes | Hommes | total | %   |
|----------------|--------|--------|-------|-----|
| > à 60 ans     | 13     | 5      | 18    | 5%  |
| de 50 à 59 ans | 92     | 50     | 142   | 41% |
| de 40 à 49 ans | 75     | 56     | 131   | 38% |
| de 30 à 39 ans | 22     | 17     | 39    | 0   |
| de 20 à 29 ans | 5      | 9      | 14    | 0   |



## 6- Les charges de fonctionnement

La commune devra composer avec un effet ciseau entre la faible dynamique des recettes et l'accroissement des charges. Au global, une diminution des charges de fonctionnement de 2,23 % est constatée entre le BP 2019 et le BP 2020.

### Evolution des dépenses de fonctionnement

|                               | CA 2017           | CA 2018           | BP 2019           | Orientations<br>BP 2020 | Evol.<br>2020/2019 |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|--------------------|
| Charges à caractère général   | 8 308 561         | 8 042 435         | 8 663 657         | 8 048 280               | -7,10%             |
| Charges de personnel          | 17 013 467        | 16 455 601        | 15 700 000        | 16 030 000              | 2,10%              |
| Reversement de fiscalité      | 4 962 042         | 5 057 209         | 5 052 500         | 5 080 500               | 0,55%              |
| Subventions et participations | 3 293 353         | 3 328 096         | 4 024 492         | 4 066 753               | 1,05%              |
| Charges financières           | 44 414            | 39 086            | 35 000            | 130 000                 | 271,43%            |
| Autres dépenses               | 1 377 574         | 2 131 681         | 1 176 735         | 524 490                 | -55,43%            |
|                               | <b>34 999 411</b> | <b>35 054 108</b> | <b>34 652 384</b> | <b>33 880 023</b>       | <b>-2,23%</b>      |

Nous pouvons également constater une diminution des dépenses entre 2017 et 2020 de 3%.

## 7- Le programme d'investissement

### Evolution des dépenses d'équipement

|                               | CA 2017           | CA 2018          | Prev .2019       |
|-------------------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Immobilisations incorporelles | 173 669           | 70 490           | 106 076          |
| Subventions d'équipement      | 341 915           | 289 128          | 330 888          |
| Immobilisations corporelles   | 2 080 392         | 1 428 855        | 1 393 420        |
| Travaux en cours              | 9 607 858         | 4 630 339        | 6 257 483        |
|                               | <b>12 203 834</b> | <b>6 418 812</b> | <b>8 087 867</b> |

## Projets d'investissement à financer sur les prochains exercices

| Projets   | AP €             | CP 2019          | CP 2020          | CP 2021        |
|---|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Réhabilitation école élémentaire Beaumont-H     | 941 000          | 130 000          | 811 000          |                |
| Mur d'escalade Beaumont-H                       | 359 000          | 75 000           | 284 000          |                |
| Couverture deux tennis Beaumont-H               | 357 000          | 80 000           | 277 000          |                |
| Eglise Biville                                  | 1 335 000        | 132 000          | 1 203 000        |                |
| Locaux associatifs Ste croix-H                  | 300 000          | 75 000           | 225 000          |                |
| Eglise couverture Urville                       | 375 000          | 50 000           | 325 000          |                |
| TMC 2019  | 583 000          | 183 000          | 400 000          |                |
| Préfabriqués Sainte croix                       | 497 000          | 97 000           | 400 000          |                |
| Réhabilitation de la MAM Vasteville             | 95 000           | 0                | 95 000           |                |
| Ecole préau et accessibilité Urville            | 244 000          | 140 000          | 104 000          |                |
| Réhab.intérieure abri canot Goury               | 499 000          | 55 000           | 444 000          |                |
| Tribunes télescopiques complexe sportif Urville | 61 000           |                  | 61 000           |                |
| Aire de jeux dans le bourg de Tonneville        | 37 000           |                  | 37 000           |                |
| Aire de jeux cour de l'école Flottemanville-H   | 23 000           |                  | 23 000           |                |
| Aire de jeux Sainte-croix-Hague                 | 37 000           |                  | 37 000           |                |
| Pare ballons stade Maurice Soulage T2           | 130 000          |                  | 130 000          |                |
| PPMS  | 161 500          |                  | 161 500          |                |
| Sanitaires Ecalgrain                            | 58 500           |                  | 58 500           |                |
| Local rangement base nautique Omonville la R    | 100 000          |                  | 100 000          |                |
| Sanitaires publics Omonville la R               | 62 000           |                  | 62 000           |                |
| TMC 2020  | 500 000          |                  | 200 000          | 300 000        |
| TAV 2020  | 1 000 000        |                  | 1 000 000        |                |
|   | <b>7 755 000</b> | <b>1 017 000</b> | <b>6 438 000</b> | <b>300 000</b> |